

GPSO : l'Europe confirme son engagement financier à hauteur de 59,7 M€

Jeudi 22 juin 2023, l'Europe a confirmé son intention d'accompagner financièrement la réalisation du Grand Projet Ferroviaire du Sud-Ouest (GPSO). L'État, la Société du Grand Projet du Sud-Ouest (SGPSO), les 6 collectivités membres de son bureau¹ et les 17 autres collectivités qui la composent², ainsi que SNCF Réseau, se réjouissent vivement du financement obtenu de l'Europe pour la ligne à grande vitesse entre Bordeaux, Toulouse et Dax. Dans le cadre de l'appel à projets 2022 du Mécanisme pour l'Interconnexion en Europe*, ce sont ainsi 32,5 M€ pour les études de la ligne nouvelle et 27,2 M€ pour la première étape des travaux des Aménagements Ferroviaires au Sud de Bordeaux qui sont attribués au GPSO.

Ce choix fort illustre résolument le soutien de l'Europe au GPSO, ainsi que le Pr. Carlo Secchi, coordinateur du corridor Atlantique du Réseau transeuropéen de transport (RTE-T) et représentant de l'Europe dans les instances de la SGPSO, a eu l'occasion de l'affirmer au Conseil de Surveillance du 10 mai dernier à Toulouse. L'Europe nourrit l'ambition de doubler le trafic à grande vitesse d'ici 2030 et de le tripler pour 2050. **Elle propose en particulier aux acteurs du GPSO d'agir pour accélérer la mise en service sur l'ensemble des trois branches entre Bordeaux, Dax et Toulouse**, connectant ainsi enfin tant le Sud et le Nord de l'Europe que l'Atlantique à la Méditerranée.

Cette décision significative démontre que l'Europe est totalement aux côtés de ses partenaires, au premier rang desquels les collectivités concernées de Nouvelle-Aquitaine et d'Occitanie ainsi que l'État et nos voisins Espagnols et Portugais.

<p><i>* Deux dossiers avaient été déposés à l'appel à projet 2022 du MIE qui finance les projets d'infrastructure de mobilité en Europe, l'un pour les AFSB et le second pour la Ligne Nouvelle. Ces financements s'ajoutent à ceux obtenus lors des appels à projet précédents, soit 11,1 M€ pour les Aménagements Ferroviaires au Nord de Toulouse (AFNT), 9 M€ pour les AFSB et 19,1 M€ pour la ligne nouvelle, portant ainsi le total à près de 100 M€</i></p>
--

Pierre-André DURAND, préfet coordonnateur du GPSO, salue « la décision de l'Union Européenne de retenir, dans un contexte de forte concurrence entre les projets en Europe, les deux dossiers déposés cette année pour GPSO. Cela confirme l'importance et la dimension européenne de ce grand projet qui poursuit, en outre, l'objectif d'augmenter les capacités disponibles pour les transports du quotidien. GPSO offre ainsi

¹ Régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie ; Métropoles de Bordeaux et Toulouse, Départements de Haute-Garonne et des Landes

² Départements du Gers, du Lot, des Hautes-Pyrénées, du Tarn, de Tarn-et-Garonne ; Communautés d'Agen, d'Albi, d'Auch, de Cahors, de Castres-Mazamet, de Dax, de Maremne-Adour-Côte-Sud, de Montauban, de Mont-de-Marsan, de Muret, de Tarbes-Lourdes-Pyrénées, du Sicoval.

des bénéfiques essentiels en termes de sécurité et de transition écologique grâce à un report modal important en provenance du transport routier et du transport aérien. L'annonce de l'Union européenne conforte la poursuite du projet selon le calendrier récemment confirmé par le Gouvernement ».

« C'est une très bonne nouvelle pour la lutte contre le réchauffement climatique et le désenclavement du sud de l'Europe. Nos concitoyens, nos territoires et nos entreprises attendent cette ligne à grande vitesse depuis plus de 30 ans! L'Europe confirme aujourd'hui que le projet de ligne nouvelle est un programme stratégique pour les mobilités futures sur notre continent.

Depuis la fin des années 30, le réseau ferroviaire français a été divisé par 2,3 quand, dans le même temps, la population a gagné 26 millions d'habitants supplémentaires. GPSO s'inscrit dans la relance du rail que j'appelle de mes vœux au niveau européen face à l'urgence climatique.

Désormais, ce projet est pleinement reconnu dans les priorités de l'Europe en matière de développement d'infrastructures sobres, résilientes et performantes. Cette annonce constitue une nouvelle étape déterminante dans la perspective d'engager les premiers travaux dès la fin 2023. Elle témoigne enfin de la force du collectif fédéré autour de GPSO depuis de nombreuses années et de la qualité du travail fourni par les équipes techniques, que je tiens à saluer », **a notamment déclaré la présidente de la Société du GPSO, présidente de la Région Occitanie, Carole Delga.**

« La priorité de la Commission européenne est l'inévitable raccordement de la grande vitesse à l'Espagne, chère aux Européennes et Européens afin de connecter le réseau de la péninsule ibérique au reste du Vieux continent, et de développer des infrastructures durables en réponse aux objectifs du pacte vert pour l'Europe « Green deal », et de cohésion d'équilibre entre les territoires régionaux dans le réseau européen RTE-T. Je suis persuadé qu'une telle politique ferroviaire rapproche les peuples, créant des solidarités de fait, nouvelles – à l'image de toutes les grandes avancées de la construction européenne. Pour ma part, j'ai toujours été confiant sur le soutien européen à ce projet, par nature européen. Je suis donc honoré et ravi de la confiance renouvelée des institutions européennes, qui viennent cofinancer les études de la ligne nouvelle, ainsi que la première étape des travaux des AFSB attribués au GPSO » **a déclaré Alain Rousset, le président de la Région Nouvelle-Aquitaine.**

Alain Anziani, président de Bordeaux Métropole, « se félicite de la décision de l'Europe concernant l'octroi de financements européens pour le début des travaux des AFSB. C'est la reconnaissance de l'enjeu stratégique des aménagements ferroviaires du Sud de Bordeaux pour la desserte de la péninsule ibérique et cela permettra une mise en œuvre sécurisée du RER métropolitain, les deux composantes étant financièrement et techniquement indissociables. »

« Heureux de l'engagement de l'Union européenne, aux coté des 25 collectivités et de l'État, partenaires pour le développement de la grande vitesse sur notre territoire. Après le soutien apporté pour les aménagements ferroviaires au sud de Toulouse (AFNT), l'Europe confirme l'intérêt qu'elle porte à notre grand projet de nouvelle LGV Sud-Ouest qui reliera Toulouse à Bordeaux et Dax. Cette contribution garantit, en outre, la bonne tenue du calendrier du projet » **déclare Jean-Luc Moudenc, Président de Toulouse Métropole**

« La confirmation par l'Europe de sa participation à la ligne à grande vitesse entre Bordeaux, Toulouse et Dax est une excellente nouvelle, qui vient consolider le plan de

financement de ce projet structurant. Le Conseil départemental de la Haute-Garonne soutient ce projet d'envergure nationale depuis son origine et s'est engagé à hauteur de 534,3 M€, devenant ainsi le deuxième financeur d'Occitanie.

L'Europe confirme aujourd'hui la pertinence de cette infrastructure, financée à hauteur de 40 % par les collectivités territoriales, qui permettra de désenclaver le Sud-Ouest de la France et de renforcer le réseau à grande vitesse européen d'ici 2030.

Face à l'urgence climatique, nous devons concentrer nos efforts vers des solutions de mobilité durable. Le GPSO permettra également de réaliser les aménagements ferroviaires au nord de Toulouse nécessaires au développement du RER métropolitain.

A présent que l'Europe a confirmé sa confiance dans cette infrastructure, nous attendons de la part de l'État le même signal, pour sécuriser le plan de financement et le calendrier de ce projet attendu depuis plus de 30 ans», a déclaré le président du Département de la Haute-Garonne, Sébastien Vincini.

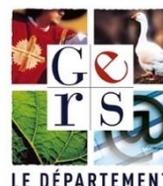
« Le Département des Landes accueille avec une très grande satisfaction la confirmation par l'Europe de sa participation à la ligne à grande vitesse entre Bordeaux, Toulouse et Dax. Cela vient consolider le plan de financement, signé le 18 février 2022 par 24 collectivités territoriales et représentant 40% du financement.

Le Conseil départemental des Landes soutient ce projet d'envergure internationale depuis son origine et s'est engagé à hauteur de 98,8 M€ dans ce plan de financement. L'Europe confirme aujourd'hui la pertinence de cette infrastructure transfrontalière qui reliera l'Europe du Nord et l'Europe du Sud via Mont-de-Marsan et Dax et permettra de désenclaver le Sud-Ouest de la France.

Ce nouveau fuseau, en libérant des sillons permettra également de mettre sur les rails une partie des camions qui tous les jours circulent sur les routes landaises, traversent nos villages et libèrent des tonnes de CO₂.

A présent que l'Europe a confirmé sa volonté de réalisation de cette infrastructure, nous attendons de la part de l'État le même signal, pour sécuriser le plan de financement et le calendrier, avec la réalisation de la branche vers Dax dans la continuité de celle vers Toulouse » a déclaré Xavier Fortinon, président du Département des Landes.

« SNCF Réseau remercie l'Union européenne pour la contribution importante qu'elle vient de décider d'apporter à GPSO. Les ressources financières ainsi disponibles vont permettre de poursuivre l'avancement du projet tant pour son volet des lignes nouvelles que pour celui de l'aménagement de capacité du réseau ferroviaire au droit de Bordeaux » indique Christophe Huau, directeur de l'agence GPSO de SNCF Réseau.





Contacts presse :

Société du Grand Projet du Sud-Ouest

Benoît Lemozit - sgpso@sgpsudouest.fr

06 47 51 15 29

Préfecture de la région Occitanie

service-presse@occitanie.gouv.fr

05 34 45 36 17 – 34 77

Région Nouvelle-Aquitaine

Rachid Belhadj - presse@nouvelle-aquitaine.fr

05 57 57 02 75

Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée

Frédéric Neuman - frederic.neuman@laregion.fr - 05 61 33 53 39 / Port. 06 19 45 88 18

service.presse@laregion.fr - @presseoccitanie

SNCF Réseau

Geneviève Latxague – [06 33 19 01 56](tel:0633190156) – genevieve.latxague@reseau.sncf.fr

Anaïs Robert – [06 30 96 63 33](tel:0630966333) – anais.robert@reseau.sncf.fr